

PRÉFET DE LA MARNE

**Direction départementale
des territoires**

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2019-MD-147-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de MISE EN DEMEURE pour l'exploitation d'une carrière non autorisée sur la commune de Cloyes-sur-Marne

Le préfet de la Marne

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-7 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires n° 2014-A-007-CARR du 25 mars 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-016-CARR du 1er août 2016 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 11 octobre 2019 établi à l'issue de la visite d'inspection du 28 juin 2019 ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-7 du code de l'environnement dispose que : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. » ;

CONSIDÉRANT que la société CHARLES MORONI exploite sans autorisation une installation classée pour la protection de l'environnement, de type carrière, sur la parcelle Z69 du territoire de la commune de Cloyes-sur-Marne ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Marne,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société Charles Moroni, dont le siège social est situé au 60 boulevard du Val de Vesle à Saint-Léonard (51500), est mise en demeure de remettre en état le site exploité sans autorisation sur la parcelle Z69 de la commune de Cloyes-sur-Marne.

ARTICLE 2

La remise en état du site doit être effectuée dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;
- faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre notamment le fonctionnement des installations, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;
- ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée.

ARTICLE 5 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : Exécution et diffusion

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, à la sous-préfecture de Vitry-le-François ainsi qu'au maire de Cloyes-sur-Marne qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie pour l'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires. Notification en sera faite sous pli recommandé à la société CHARLES MORONI, sise 60 boulevard du Val de Vesle à Saint-Léonard (51500).

Châlons-en-Champagne, le

15 NOV. 2019

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Denis GAUDIN

Recours

*La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr*